

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de sa visite au Rwanda, Kigali, jeudi 7 octobre 1982.

LE PRESIDENT.- J'ai prévu cet entretien avec la presse. Vous êtes nombreux à avoir participé à ce voyage depuis le début. Vous connaissez donc les questions posées, l'état des relations entre la France et le Rwanda. Ce voyage n'est pas terminé puisqu'il nous conduira ce soir au Zaïre. Nous aurons l'occasion de nous revoir, sauf les journalistes du Rwanda qui sont naturellement les bienvenus ici même et qui resteront dans leur pays. Peut-être pourront-ils nous poser d'abord quelques questions. Si vous désirez élargir cette conversation à d'autres questions...

- QUESTION.- (radio Rwanda).- Je pose la question à monsieur le Président de la République française. Monsieur le Président, je voudrais vous demander d'abord de nous dire l'essentiel des entretiens que vous avez eus aujourd'hui après votre arrivée à Kigali avec le président de la République rwandaise et de nous dire à quel niveau vous situez les relations entre la République française, une grande puissance, et le Rwanda, un pays très pauvre et qui se situe en fait en dehors de la zone d'influence traditionnelle de la France en Afrique ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, la première question, je ne vous promets rien. Vous me dites, vous allez tout nous dire des conversations entre nous deux. Nous n'avons pas de grands secrets mais on ne va pas tout vous dire quand même. Sans quoi nous aurions tenu notre conversation à la radio-diffusion ou bien on aurait pu vous réunir et puis on aurait discuté devant vous. Je dirai l'essentiel. Nous avons traité des affaires bi-latérales qui concernent nos deux pays, traité donc des problèmes de coopération et de développement. Moi, j'ai constaté que le président a accordé une priorité à tout ce qui pouvait toucher au développement rural. Nous avons parlé de ces problèmes ruraux. Comment produisent les paysans au Rwanda, qui sont des paysans d'une grande qualité de travail, et comment on peut moderniser les méthodes, développer les communications, ouvrir leurs produits sur l'extérieur, ouvrir le Rwanda aussi sur cet extérieur si lointain, par les routes du Nord qui ne sont pas des routes toujours très sûres ou par les routes du Sud qui sont bien compliquées. Il se pose des problèmes touchant aux réserves d'énergie au Rwanda, des stocks dont ils ont besoin de disposer. De tout cela nous avons parlé et nous avons examiné les dossiers qui ont déjà été étudiés au sein de la commission mixte qui, comme vous le savez, se réunit régulièrement tantôt en France, tantôt au Rwanda pour traiter de nos problèmes communs. Nous n'avons donc évité aucune question.

` Suite réponse sur le contenu des entretiens avec le président de la République rwandaise `.

- Nous avons constaté que la coopération française était en progrès, c'est-à-dire qu'elle s'était accrue d'une année sur l'autre et chaque fois qu'un dossier avait déjà été décidé et que nous observions que les délais s'étaient allongés pour leur mise en exécution, nous en avons parlé pour veiller à ce qu'il y ait une bonne exécution des engagements pris. Il y a d'ailleurs sur ce plan, je crois, une satisfaction mutuelle. Nos relations marchent bien mais, comme toutes relations, elles ont toujours besoin d'être surveillées et le ministre de la coopération et du développement a pu faire face et constater de quelle façon les choses marchaient.

- Si je dois donc résumer cette partie de mon intervention, ce sera pour dire que le Rwanda et la France sont satisfaits de leurs relations. Nous avons aussi abordé des problèmes extérieurs et qui sont propres à la région, c'est-à-dire à l'environnement du Rwanda. Ceux qui vont un peu plus loin et par exemple : la Namibie. Ceux qui touchent le continent, le problème de l'OUA. Ceux qui touchent l'équilibre mondial, le rôle joué par les institutions internationales que j'ai citées tout à

touchent l'équilibre mondial, le rôle joué par les institutions internationales que j'ai citées tout à l'heure : Nations unies, Banque mondiale, Fonds monétaire `FMI`, AID, PMA. Vous voyez que nous avons de quoi nourrir notre conversation. Nous avons aussi parlé de quelques problèmes culturels pour les problèmes de formation et, bien entendu, la France souhaite toujours, c'est une ambition légitime, voir sa langue `francophonie` bénéficier du concours des Etats qui sont ses amis. Voilà ce que je peux vous dire.\

`Réponse sur la zone d'influence de la France en Afrique`.

- Quant à la deuxième question, c'est vrai que peu à peu le cercle initial s'est élargi. La France avait établi des relations, qualifiées d'historiques, avec les pays qui ont pendant longtemps vécu d'abord la période coloniale, puis la période d'indépendance, mais dans le noyau initial de l'Afrique francophone qui n'allait pas au delà des anciennes limites de la présence française. Il était naturel que cet horizon s'élargisse notamment avec des pays francophones comme le vôtre. Nous avons très rapidement trouvé un langage commun. Ce n'était pas difficile, on parlait déjà la même langue. Et puis, ont été intéressés par ces rencontres comme celle de Kinshasa d'autres pays d'Afrique, la dernière fois c'était à Paris, auparavant d'ailleurs c'était ici. Tout naturellement des pays de l'Afrique anglophone, lusophone, et même des pays de langue espagnole. Je recevais, il y a très peu de temps à Paris, le chef de l'Etat de Guinée équatoriale. Tous ces pays se sont intéressés au rôle que la France pourrait jouer dans leur développement. Le président Dos Santos de l'Angola est venu me voir à Paris. D'autres encore, je pense à la Somalie, ont engagé des conversations. Vous savez que je recevais récemment le président de la Guinée. Nous avons des relations avec la Tanzanie. M. le ministre des relations extérieures `Claude Cheysson` doit s'y rendre incessamment. C'est vrai, le noyau a une tendance non pas à se dissoudre, ce serait dommage, mais à s'élargir et il y a un point sur lequel je porte ma réflexion, c'est que la France ne peut, comme je le disais tout l'heure, tout faire. Il faut donc qu'elle préserve le meilleur de ses moyens aux plus proches de ses amis.

- C'est une question d'appréciation délicate, mais nous pensons trouver la bonne voie qui nous permet à la fois de répondre aux sollicitations qui viennent de l'Afrique presque toute entière sans abandonner en rien le rôle privilégié que doivent jouer les pays avec lesquels nous avons bâti des relations historiques ou ceux qui tout naturellement, s'y adjoignent. C'est une affaire de bon sens et de sagesse, monsieur.\

QUESTION (agence rwandaise de presse).- Le sommet franco - africain va se tenir alors que le dialogue nord-sud reste dans le passé. Nous savons que vous êtes l'un des grands défenseurs du tiers monde en ce domaine et vous n'avez cessé de le réaffirmer depuis que vous êtes au pouvoir. Vous aviez même promis d'être l'interprète de l'Afrique auprès de vos partenaires européens. Pensez-vous, monsieur le Président, que ces derniers ont compris votre concept de solidarité ?

- LE PRESIDENT.- Je peux vous dire que ce n'est pas évident, que notre voix n'est pas toujours entendue autant qu'il le faudrait, en raison de la crise mondiale, des égoïsmes nationaux, peut-être aussi d'une certaine absence de vision mondiale des problèmes. Mais il faut distinguer au sein de la communauté européenne des Dix nous trouvons des concours, des relais et l'on sait bien que s'il existe une aide bi-latérale de la France et des pays d'Afrique, il existe aussi une aide multilatérale dans le cadre de la communauté européenne `CEE`, qui n'est pas négligeable. Je crois, monsieur le ministre des relations extérieures `Claude Cheysson`, qu'en qualité de Commissaire européen dans ce domaine, vous êtes venu souvent dans ces parages pour, précisément, conduire les négociations de l'Europe avec les pays de l'Afrique. La France remplit donc ici un double rôle en tant que France agissant pour son compte et en tant que France, membre de la Communauté. De ce point de vue là, je pense qu'il faut toujours un peu réveiller les énergies mais malgré tout il n'y a pas lieu de se plaindre. On peut penser que la communauté continuera d'être présente. En tout cas, soyez sûr que je n'oublierai pas de le rappeler. Il en va différemment au sein des pays industrialisés. Mais j'ai évoqué trop longtemps ce problème tout à l'heure pour y revenir maintenant. Les pays industrialisés, ceux disons du monde occidental plus le Japon.

- C'est vrai qu'on observe plutôt une perte d'intérêt, une diminution de présence depuis dix huit mois, un déclin, alors même où au contraire le discours s'enfle. Et bien ce que vous appelez le

discours de Cancun, de Mexico, les interventions de la France à Ottawa, à Versailles, à Abidjan, ici même, demain à Kinshasa, iront dans ce sens pour des raisons que j'ai évoquées dans mon allocution de tout à l'heure. Au sein des institutions mondiales, nous trouvons des échos. Le président de la Banque mondiale est un homme qui comprend très bien ces problèmes, qui peut oeuvrer dans le même sens. On peut tout de même avoir confiance dans certaines décisions. Le Fond monétaire international `FMI` a à sa tête un Français. Bien entendu, il doit tenir -compte d'abord de son propre rôle, qui est un rôle international et donc des intentions, des moyens, des besoins des autres partenaires. Mais la campagne que je vais engager pour que le Fonds Monétaire International voie ses montants s'accroître, nous allons la continuer, etc. Il faut vous rendre -compte que la France est un grand pays mais elle ne dispose pas au sein de la crise mondiale de tous les moyens nécessaires. Je suis moi aussi obligé d'en tenir -compte par-rapport à nos ressources. Il serait regrettable de les dissiper. Il faut donc les appliquer à bon escient.

C'est ce que nous nous efforçons de faire lorsque nous venons dans un pays comme le Rwanda. \

QUESTION.- Monsieur le Président, quelles sont dans l'immédiat les conséquences du changement du pouvoir à Bonn des relations franco - allemandes, maintenant que les socialistes ne sont plus ?

- LE PRESIDENT.- Oh, je ne vais pas prononcer de jugement sur la politique intérieure allemande `RFA`. Les Allemands font leur politique eux-mêmes. Je m'en réjouis pour eux et je ne commettrai pas d'impair et m'exprimer à ce sujet. Pour les relations franco - allemandes, vous savez, ces relations obéissent à des impératifs historiques. Il y a eu deux guerres mondiales où la France et l'Allemagne ont joué tristement des rôles éminents. Il y a eu des conflits antérieurs qui ont marqué douloureusement notre histoire et au lendemain de la guerre mondiale, de la deuxième, il y a eu un sursaut et ce sursaut nous a permis de bâtir les premiers fondements de l'Europe. C'était, rappelez-vous, l'Europe des Six avant de devenir l'Europe d'aujourd'hui, l'Europe des Dix `CEE`.

- Les relations franco - allemandes, soit dans des contacts directs, soit à l'intérieur de sa communauté, sont de très bonnes relations. Nous sommes d'ailleurs les principaux partenaires. L'Allemagne est notre principal client, notre principal fournisseur et nous, du côté allemand, nous sommes également une partie prenante fondamentale. Non seulement nos intérêts nous poussent à une démarche commune, mais aussi notre vision de l'histoire, notre rôle dans l'Europe, dans le monde, notre forme de civilisation. Cette formidable construction, à-partir de la réconciliation franco - allemande, n'est pas à la merci des changements de politique ou de majorité à l'intérieur de chacun de nos pays. Il n'en a pas été ainsi lorsque la France a changé de politique, il y a quinze mois, seize mois. Il n'en est pas davantage question alors que c'est l'Allemagne, à son tour et pas tout à fait dans le même sens, vient de décider un changement de politique intérieure. On peut considérer cet événement comme important. Naturellement, puisque l'Allemagne est un pays important mais comme ne devant pas peser sur nos relations internationales. \

QUESTION (TF1).- Dans l'interview que vous avez donnée à Radio France Internationale, vous affirmez que vous espérez bien plaider prochainement auprès de la Banque mondiale. Je voudrais savoir si c'est une simple espérance ou déjà un projet qui est avancé. Vers quelle époque vous pensez faire ce discours ?

- LE PRESIDENT.- Nos rencontres et nos relations avec la Banque mondiale sont constantes. J'ai moi-même rencontré à deux reprises le président de cette banque, M. Klausen, une correspondance est échangée entre nous. Cette correspondance continue. A la suite de mes premières observations, M. Klausen m'avait fait valoir sept hypothèses différentes qui auraient donné forme à ce qu'on a appelé la filiale énergie, de crescendo bien entendu du plus au moins, et ce que je sais des souhaits de M. Klausen m'amène à penser que véritablement la Banque mondiale est disposée à donner réalité à cette filiale énergie. Pas forcément sous ce vocabulaire, doit être sous ce vocable, mais en tout cas une véritable recherche mise en oeuvre de moyens énergétiques autres que le pétrole, dans des pays comme celui-ci.

- Donc, on peut parler d'un dialogue permanent. Il y a celui que j'entretiens moi-même avec le

président de la Banque mondiale, mais il y a aussi ceux qu'entretiennent les ministères compétents et les hauts fonctionnaires responsables. C'est une matière vivante et actuelle. Je peux donc dès demain, il suffit de prendre ma plume, organiser une rencontre, elle sera vite faite. Je peux donc saisir la Banque mondiale de ce qu'il me paraîtra bon de la saisir au lendemain de la conférence de Kinshasa `sommet franco - africain`.\

QUESTION (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Oh, je trouve ces projets très séduisants. Je suis tout à fait pour. C'est d'une autre nature puisqu'il s'agit d'un projet culturel. Je ne peux pas ignorer les quelques difficultés que ce projet suscite, qui ne dépend pas de la France. Je suis très favorable à la francophonie et j'ai bien l'intention de développer dans un temps bref maintenant nos propres institutions dans ce domaine. Elles existent, elles sont un peu nombreuses, parfois elles se contrarient et il faut y mettre bon ordre. Il existe aussi, comme vous le savez, une direction des affaires culturelles. Votre propre organisme, au nom duquel vous vous exprimez, joue un rôle indiscutable dans ce développement de la culture. Et puis il y a les associations, les organisations. Je connais très bien les vues du président Senghor, qui est un de mes vieux amis, et qui m'en parle souvent. Je peux dire même qu'il ne manque jamais une seule occasion de m'en parler. Mais les quelques difficultés qui sont apparues n'émanent aucunement de la France. Donc, nous restons tout à fait partie prenante en souhaitant que les dernières aspérités s'estompent, s'effacent. En tout cas, présentez moi, si vous voulez me faire plaisir, comme un artisan désireux d'aboutir à la construction de la francophonie. Il faut pas tout à fait mêler les rôles comme par le passé, mêler ces problèmes de caractère culturel avec les relations économiques. La France a une vocation particulière de relations culturelles avec les pays francophones, mais naturellement, elle ne s'interdit pas d'avoir des regards portés au-delà.\